

France & Monde → Actualités

LIBAN ■ L'enquête sur l'explosion d'août 2020 à Beyrouth entravée par la pression exercée par le parti chiite

Un pays « sous très haute tension »

Sous la pression du Hezbollah, l'enquête sur l'explosion d'août 2020 à Beyrouth ajoute la violence à la crise économique qui sévit au Liban.

Sophie Leclanché

sophie.leclanche@centrefrance.com

Lourde tâche que celle du juge Tareq Bitar qui enquête sur l'explosion du 4 août 2020 qui a causé la mort de plus de 200 personnes et dévasté des quartiers entiers de Beyrouth faisant aussi des milliers de blessés. Après qu'un premier magistrat a été écarté de la procédure, l'hiver dernier, le nouveau juge d'instruction tente de faire front contre les pressions – menaces, refus de comparaître, plaintes, ... – exercées par ceux de la classe politique qui n'ont pas intérêt à ce que justice passe.

« Le juge Bitar comme son prédécesseur est contraint par la mafia de tous ceux qui ont introduit et protégé le stock de nitrate d'ammo-

nium sur le port » et « n'ont pas intérêt que la justice leur demande des comptes », explique le politologue franco-libanais, Antoine Basbous. « Il a convoqué

des ministres en exercice, des députés, des dirigeants de l'armée ou de services qui n'ont pas envie [...] d'assumer la responsabilité » de la tragédie. En pointant

l'omnipotent Hezbollah « qui est le principal impliqué dans cette affaire », le directeur de l'Observatoire des Pays Arabes redoute par avance l'impunité dont il

pourrait se targuer.

L'intervention internationale qui a poussé à la formation, laborieuse, du gouvernement n'a semble-t-il pas suffi à faire comprendre que « l'exécutif ne doit pas intervenir dans le fonctionnement de la justice ».

« Il n'y a plus d'État de droit »

D'où la démonstration de force des sympathisants, armés, du Hezbollah devant le palais de justice le 14 octobre. Avec le lourd bilan d'au moins six morts et des dizaines de blessés, après la réplique des opposants dans le quartier chrétien.

Bien que « soutenu par les familles des victimes » et une partie de « l'opinion publique internationale », le juge Bitar aura fort à faire car « le Hezbollah dispose de tous les leviers de l'État » dont il contrôle toutes les strates. Le juge Bitar sait que « non seulement sa vie est en danger mais aussi que la vérité sera très coûteuse [...] et rejetée par ceux

qui ont introduit le nitrate ».

« La scène politique libanaise est totalement soumise à la volonté » du parti chiite, poursuit Antoine Basbous. « Il y a un tel déséquilibre des forces que personne ne peut s'opposer au Hezbollah » fort d'une « armée de 100.000 hommes » et encouragé par l'Iran. Malgré une politique qui a conduit à « l'appauvrissement du pays, l'effondrement » de l'économie.

« Le Liban ne prend pas le chemin » vers une amélioration, s'inquiète Antoine Basbous. « Le FMI, la conférence internationale initiée par Paris » n'y suffiront pas sans un gouvernement qui tienne la route ».

« Le pays est sous très haute tension, il n'y a plus d'État de droit » déplore le politologue qui, s'il ne voit pas se profiler le spectre de la guerre civile, redoute que le Hezbollah « ne se livre désormais à des attentats ciblés contre des adversaires désignés ». ■

COVID-19 ■ La capitale russe confrontée à une nouvelle vague épidémique et à une vaccination encore insuffisante

Face à la flambée du virus, Moscou rétablit des restrictions

La ville de Moscou a annoncé hier ses premières restrictions sanitaires depuis l'été face à une nouvelle envolée des cas de Covid-19, sur fond de vaccination poussive et d'une vague épidémique qui ne faiblit pas.

Les autorités de la capitale russe ont ordonné la vaccination obligatoire de 80 % des employés des services, contre 60 % actuellement, d'ici au 1er janvier 2022, selon un message posté sur le site du maire, Sergueï Sobianine.

La mairie a également décrété le confinement de

tous les plus de 60 ans non vaccinés du 25 octobre au 25 février et le télétravail d'« au moins 30 % » du personnel des entreprises.

Le Kremlin réfléchit de son côté à ordonner une semaine chômée fin octobre, pour ralentir la progression de la maladie.

Record sur record

La Russie et en particulier Moscou, principal foyer dans le pays, est confrontée depuis cet été à une nouvelle vague épidémique, portée par le variant Delta et une campagne de vaccination laborieuse.

Ces derniers jours, le

pays n'a cessé de battre ses records de décès quotidiens dus au Covid-19. Mardi, il a ainsi enregistré 1.015 morts en 24 heures, du jamais vu depuis le début de la pandémie.

À Moscou, le nombre de contaminations augmente rapidement depuis la mi-septembre et tourne désormais autour des 6.000 nouveaux cas chaque jour, selon les chiffres du gouvernement. Au niveau national, on compte quelque 33.000 infections détectées chaque jour.

Les autorités se refusent depuis des mois à introduire des restrictions stric-

tes ou des confinements, par crainte d'affaiblir encore plus une économie déjà fragile.

En parallèle, la vaccination stagne à cause de la méfiance des Russes. Seuls 32,3 % sont totalement vaccinés, selon les chiffres du site Gogov qui établit un bilan quotidien.

Le virus se propage alors que les restrictions sanitaires gouvernementales sont très limitées, même si plusieurs régions ont réintroduit l'obligation de présenter un passe sanitaire pour accéder à des lieux publics. Le port du masque, lui, reste aléatoire. ■